



Pompeo fait la loi lors de sa visite au Royaume-Uni

Par [Robert Stevens](#)

Région : [États-Unis](#), [L'Europe](#)

Mondialisation.ca, 10 mai 2019

[wsws.org](#) 9 mai 2019

La témérité des actes de l'impérialisme américain a été soulignée par la visite cette semaine du secrétaire d'État Mike Pompeo à Londres.

Avant la visite d'État du président Donald Trump au Royaume-Uni le mois prochain, Pompeo avait pour mission d'exiger au gouvernement de Theresa May de rentrer dans les rangs pour appuyer les impératifs géostratégiques mondiaux de l'impérialisme américain... ou de subir les conséquences.

Pratiquement chaque énoncé de Pompeo était une menace, que ce soit envers le Royaume-Uni, les «adversaires stratégiques» de Washington, la Russie et la Chine, ou les pays qu'il s'apprête activement à attaquer, y compris le Venezuela et l'Iran.

Pompeo a rencontré la première ministre Theresa May du parti conservateur, a tenu une conférence de presse conjointe avec le secrétaire aux Affaires étrangères Jeremy Hunt et a donné la conférence dédiée à Margaret Thatcher sur les relations américano-britanniques au Center for Policy Studies de Londres.

En tête de ses préoccupations figurait le développement des relations économiques entre la Grande-Bretagne et la Chine, que le gouvernement Trump considère comme une menace existentielle pour ses projets d'hégémonie mondiale.

Il y a deux semaines à peine, le gouvernement de May a convenu provisoirement lors d'une réunion du Conseil de sécurité nationale (NSC) de permettre au conglomerat chinois Huawei de fournir une infrastructure «non fondamentale» à son futur réseau 5G. Cela va à l'encontre des appels américains au boycottage des produits de Huawei et à son avertissement que la coopération avec Huawei menace la sécurité de l'OTAN.

La décision a révélé les intérêts contradictoires de différentes factions de l'élite dirigeante britannique et la nécessité du vote décisif de May pour entériner cette politique. Les tensions sont tellement tendues sur la stratégie politique et économique future du Royaume-Uni que la décision a été divulguée, ceci pour la première fois suite à une réunion du NSC, provoquant le limogeage du ministre de la Défense Gavin Williamson, un faucon proaméricain et anti-Chine.

La perspective d'un accès chinois aux infrastructures britanniques a provoqué de violentes dénonciations de la part de Washington, dirigé par Pompeo, et notamment des menaces selon lesquelles les États-Unis pourraient mettre fin à la coordination entre les deux pays sur la surveillance électronique et le renseignement. Pompeo a lancé l'avertissement le mois dernier: «Nous avons clairement indiqué que si le risque dépassait le seuil fixé pour les

États-Unis, nous ne pourrions tout simplement plus partager cette information.»

Dans leur volonté de domination mondiale, les États-Unis sont en train briser l'ordre mondial d'après-guerre, où chaque pays autrefois considéré comme un allié se trouve maintenant sur le banc des adversaires potentiels. Tout juste avant l'arrivée de Pompeo à Londres, il a annulé un voyage prévu en Allemagne afin de se rendre en Irak.

À Bagdad, il a de nouveau menacé l'Iran, déclarant que les États-Unis s'opposaient aux États «qui s'ingéraient» dans d'autres pays et se tenaient prêts «à faire de l'Irak un État souverain et indépendant». Cela est survenu trois jours seulement après que les États-Unis aient annoncé l'envoi du porte-avions USS Abraham Lincoln et les bombardiers de l'US Air Force dans la région du golfe Persique pour menacer l'Iran.

Une telle hypocrisie ne peut dissimuler le fait que les États-Unis interviennent dans tous les pays, y compris ceux qui sont historiquement ses plus proches alliés. À propos de la décision du Royaume-Uni de collaborer avec Huawei, Pompeo a affirmé: «Du point de vue des États-Unis, chaque pays a le droit souverain de prendre sa propre décision quant à la façon de relever les défis.» Mais les États-Unis vont imposer des limites bien strictes. «En ce qui concerne la 5G... notre point de vue est très clair.»

Comme un chef de la mafia qui fait une offre qui ne peut être refusée, il a ajouté qu'il avait «une énorme confiance que le Royaume-Uni ne prendra jamais une mesure qui brisera la relation privilégiée».

Les conséquences ont été clairement définies: «Les États-Unis ont l'obligation de garantir aux lieux où nous opérons, aux lieux où sont situées les informations des États-Unis, aux lieux où nous courons des risques pour la sécurité nationale, qu'ils fonctionnent au sein de réseaux de confiance et c'est ce que nous allons faire.»

Cette désignation couvre en fait la planète entière.

En réponse, Hunt a promis que le Royaume-Uni ne «compromettrait» pas sa capacité à partager des renseignements avec les États-Unis. Aucune décision finale n'a été prise concernant la coopération avec Huawei sur la 5G du Royaume-Uni et le gouvernement était toujours «en train d'examiner les enjeux». Il a salué «la relation de sécurité que nous avons avec les États-Unis», qui «sous-tend l'ordre international depuis 1945», ajoutant que «la préservation de cela est notre priorité numéro un en matière de politique étrangère».

La déstabilisation politique du Royaume-Uni par l'administration Trump a une portée extraordinaire. Tout en soutenant fortement le Brexit – en tant que moyen de saper encore plus ce que Trump appelle le «cartel» de l'Union européenne – Trump insiste sur le fait que le Brexit doit être conforme aux conditions américaines. Cela s'oppose à la vision de certaines couches de la bourgeoisie britannique qui voient dans le Brexit une occasion de mieux exploiter les opportunités d'investissement et de commerce dans le monde, notamment avec la Chine et l'Inde.

Le Royaume-Uni et les États-Unis sont également en conflit à propos de l'Iran. La semaine dernière, Washington a refusé de prolonger des dérogations à huit pays qui avaient déjà été autorisés à continuer d'importer du pétrole et du gaz iraniens, bien qu'en quantités réduites.

Dans une réponse très acerbe jeudi dernier, une déclaration de Bruxelles signée par le haut représentant de l'Union européenne et les ministres des Affaires étrangères français,

allemands et britanniques a déclaré qu'ils «prenaient note avec regret et préoccupation de la décision prise par les États-Unis de ne pas prolonger les dérogations concernant le commerce de pétrole avec l'Iran». Elle a ensuite ajouté: «Nous notons également avec préoccupation la décision des États-Unis de ne pas renouveler entièrement les dérogations accordées aux projets de non-prolifération nucléaire dans le cadre du JCPoA (Plan d'action globale commun avec l'Iran).»

«Nous regrettons profondément la nouvelle imposition de sanctions par les États-Unis suite à leur retrait du JCPoA», a-t-elle ajouté.

Trump a annulé l'accord de JCPoA approuvé par les Nations Unies l'année dernière, brandissant la menace de sanctions plus sévères contre Téhéran, qui sont maintenant appliquées.

La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont souligné que le JCPoA restait «un élément crucial du régime mondial de non-prolifération nucléaire et essentiel pour notre sécurité nationale et européenne partagée».

Dans une nouvelle réplique aux États-Unis, ils ont déclaré: «Les autres participants au JCPoA s'engagent à travailler à la préservation et à la maintenance des circuits financiers et des exportations destinées à l'Iran, associés à des pays tiers souhaitant soutenir le JCPoA.»

Faisant référence aux adversaires déclarés de «grande puissance» par Washington, elle a soutenu que: «Nous encourageons tous les pays, y compris la Russie et la Chine en tant que participants au JCPoA, à faire tout leur possible pour poursuivre le commerce licite que l'accord permet, par des mesures concrètes.»

Le bellicisme américain contre l'Iran a été monté d'un cran à Londres. Pompeo a qualifié les dirigeants iraniens de «hors-la-loi» et les a associés à la Chine et à la Russie, disant que: «Ce n'est pas le moment pour nous [les États-Unis et le Royaume-Uni] de flancher...»

Pourtant Pompeo et le gouvernement de May ont trouvé une entente sur l'opération de changement de régime menée contre le gouvernement de Nicolas Maduro au Venezuela. On a demandé à Pompeo de commenter sur «l'approbation» de Maduro exprimée par le chef du Parti travailliste britannique Jeremy Corbyn, une référence aux critiques de Corbyn à l'égard des États-Unis pour son «ingérence extérieure» au Venezuela.

Il s'agissait là d'une question préparée à l'avance, car Sky News a rapporté qu'elle provenait de *townhall.com*, un site Web ayant des liens étroits avec Donald Trump.

Pompeo a répondu: «Il est dégoûtant de voir des dirigeants, non seulement du Royaume-Uni, mais également des États-Unis, qui continuent à soutenir le dictateur meurtrier Maduro... Ce n'est pas dans l'intérêt de nos pays de continuer à être représentés par ces dirigeants.»

Hunt a veillé à assimiler le régime de Maduro au socialisme. Dans une réponse résumant la crainte de l'élite dirigeante face à la montée de l'opposition politique au sein de la classe ouvrière à l'inégalité sociale, qui alimente une vague de grèves internationales et une opposition croissante au militarisme et à la guerre, Hunt a déclaré que le ministre fantôme travailliste, John McDonnell, «le décrit [le gouvernement Maduro] comme le socialisme en action et je pense que les gens doivent tirer leurs propres conclusions sur les plans que pourrait avoir cette personne pour le Royaume-Uni».

Article paru en anglais, WSWS, le 9 mai 2019

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)

Copyright © [Robert Stevens](http://www.wsws.org), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2019

Articles Par : [Robert Stevens](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca